

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
12 octobre 2012  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 12 octobre 2012, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le quatrième et dernier rapport d'activité du Président de la Commission de l'Union africaine sur la mise en œuvre du mandat de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) (voir annexe).

Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 21 de la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité, par lequel le Conseil a prié l'Union africaine de le tenir régulièrement informé de la mise en œuvre du mandat de l'AMISOM.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **BAN** Ki-moon



**Annexe****Lettre datée du 5 octobre 2012 adressée au Secrétaire général  
par le Président de la Commission de l'Union africaine**

Conformément au paragraphe 21 de la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité, par lequel l'Union africaine a été priée de tenir le Conseil régulièrement informé de la mise en œuvre du mandat de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), j'ai le plaisir de vous transmettre ci-joint le quatrième et dernier rapport d'activité de la Commission de l'Union africaine sur l'AMISOM (voir pièce jointe).

Le présent rapport fait le point sur les principaux faits nouveaux survenus durant la période à l'examen, ainsi que sur le déploiement de l'AMISOM et l'action qu'elle mène à l'appui des progrès qui sont actuellement accomplis dans le pays. Il présente en conclusion des observations sur la voie à suivre. L'Union africaine souhaiterait en particulier que le Conseil de sécurité autorise la reconduction technique du dispositif d'appui pour une nouvelle période de quatre mois, sachant que de légers ajustements devront être apportés pour prendre en compte les problèmes urgents sur le terrain. Cela nous permettrait de mener à bien, en collaboration avec le Secrétariat, l'évaluation prévue de l'AMISOM et du secteur somalien de la défense et de la sécurité, afin que nous puissions déterminer comment la Mission peut continuer de contribuer à la stabilisation de la Somalie, compte tenu de l'évolution récente de la situation politique et des conditions de sécurité dans le pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre le présent rapport aux membres du Conseil de sécurité afin qu'ils en prennent connaissance et adoptent toute mesure qui pourrait être nécessaire. Comme toujours, la Commission se tient prête à fournir tout renseignement complémentaire selon que de besoin.

Je tiens à nouveau à réitérer la vive gratitude de l'Union africaine envers le Conseil de sécurité et vous-même, en particulier, pour le précieux soutien apporté à l'AMISOM et pour l'engagement indéfectible de l'Organisation des Nations Unies à promouvoir une paix, une sécurité et une réconciliation durables en Somalie.

*(Signé)* Jean Ping

## Pièce jointe

### **Quatrième et dernier rapport d'activité du Président de la Commission de l'Union africaine sur la mise en œuvre du mandat de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), présenté en application du paragraphe 21 de la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité**

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 21 de la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité, dans lequel le Conseil a prié l'Union africaine de le tenir régulièrement informé, par l'entremise du Secrétaire général, de la mise en œuvre du mandat de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et des progrès accomplis dans les tâches consistant à établir la Mission dans les quatre secteurs, ainsi qu'énoncé dans le Concept stratégique de la Mission en date du 5 janvier 2012, à porter son effectif, composé de contingents et d'unités de police constituées, de 12 000 à un maximum de 17 731 agents en tenue, et à accroître l'efficacité des Forces de sécurité somaliennes.

2. Le présent rapport, qui est le dernier soumis en application de la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité, contient un bref exposé des principaux faits nouveaux intervenus en ce qui concerne la situation politique et les conditions de sécurité en Somalie au cours de la période considérée. Y sont également abordées les activités menées par l'AMISOM dans l'exécution de son mandat. Le rapport présente en conclusion des recommandations concernant la marche à suivre pour l'avenir.

## **II. Évolution de la situation politique**

3. Depuis mon dernier rapport (voir S/2012/666, pièce jointe), le processus politique en Somalie a connu des avancées considérables. Au mois d'août 2012, les acteurs somaliens ont franchi les derniers jalons menant à la fin de la période de transition, entamée il y a huit ans. Comme les membres du Conseil le savent, le 25 juillet 2012, les 135 chefs traditionnels ont choisi 825 représentants pour constituer l'Assemblée nationale constituante, laquelle a ensuite adopté la Constitution provisoire le 1<sup>er</sup> août 2012. Les chefs traditionnels, agissant conformément aux Principes de Garowe I et II, et avec le concours du Comité technique de sélection, ont également désigné les parlementaires en vue de former un nouveau parlement fédéral. Cette institution a dès lors procédé à l'élection de son bureau et, par suite, d'un nouveau président pour le pays.

4. Bien que l'entreprise de désignation des parlementaires ait été perturbée par des désaccords au sein des clans, entachée par des accusations de corruption et des manœuvres d'intimidation et marquée par des inquiétudes quant au risque que le quota de sièges réservés aux femmes ne soit pas atteint, pour des raisons de résistance culturelle, elle a néanmoins produit le résultat souhaité, en aboutissant à la formation du nouveau Parlement fédéral. Face à ces difficultés, l'AMISOM, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS) ont publié, le 9 août 2012,

une déclaration commune dans laquelle ils condamnaient les tentatives visant à faire dérailler le processus et lançaient une mise en garde en avertissant que quiconque serait reconnu coupable d'actes tendant à compromettre les efforts alors en cours ne pourrait plus prétendre à une charge publique et ferait l'objet des sanctions prévues par l'Union africaine, l'IGAD et l'ONU.

5. Au-delà de la déclaration commune, les trois entités, qui siégeaient également au Comité technique de sélection d'observateurs internationaux, ont su persuader les responsables politiques somaliens, les chefs traditionnels et les autres acteurs de dépasser leurs différences et d'agir dans l'intérêt supérieur du peuple somalien. Les membres du Comité ont en outre été assurés qu'ils pourraient poursuivre leurs travaux de manière indépendante et impartiale, sans devoir craindre d'intimidations ni de représailles. Dans l'ensemble, la tenue même de la réunion de l'Assemblée nationale constituante sur le territoire somalien, dans un contexte marqué par les menaces contre la sécurité et les problèmes logistiques, a constitué un succès sans précédent pour la Somalie et sa population.

6. Finalement, après avoir vérifié la validité des candidatures au nouveau Parlement fédéral au regard des critères convenus, le Comité technique de sélection a présenté 250 hommes et femmes, qui ont prêté serment le 20 août 2012. Le membre le plus âgé du nouveau Parlement, faisant office de Président par intérim, a animé les sessions parlementaires au cours desquelles ont été arrêtées les modalités d'élection d'un président et de deux vice-présidents et la mise en place d'un comité électoral chargé de superviser les scrutins. Le 28 août, un nouveau Président, Mohamed Sheikh Osman Jawara, et deux vice-présidents, Jaylaani Nur Ikar et Mahad Abdalle Awad, ont été élus.

7. Le nouveau Parlement fédéral a alors piloté les préparatifs de l'élection présidentielle, en commençant par créer une commission électorale, adopter les critères à remplir par les candidats et désigner les personnes admises à se présenter. Ensuite, les 7 et 8 septembre 2012, les candidats ont exposé leurs programmes politiques respectifs au nouveau Parlement fédéral. L'élection présidentielle a eu lieu le 10 septembre et a vu la victoire de Hassan Sheikh Mohamud.

8. Je note avec satisfaction que l'élection a été largement saluée comme libre, régulière et crédible, tant en ce qui concerne son déroulement que son résultat. À l'intérieur du pays, les administrations régionales du Puntland et du Somaliland ont également exprimé leur appréciation et formé l'espoir que le résultat de l'élection servirait de prélude à la coexistence pacifique, à la sécurité et à la mise en place d'un gouvernement efficace qui ferait œuvre de pionnier en organisant la première élection présidentielle au suffrage universel en Somalie. Par l'intermédiaire de l'IGAD, les États de la région ont décrit l'élection comme un jour à marquer d'une pierre blanche pour le peuple somalien et se sont félicités qu'elle se soit déroulée dans un climat pacifique. Les partenaires internationaux ont salué l'élection comme un moment important pour la Somalie et une étape cruciale vers une paix et une réconciliation durables.

9. La cérémonie d'investiture du Président Hassan Sheikh Mohamud a eu lieu à Mogadiscio le 16 septembre. Dans la déclaration qu'il a prononcée à cette occasion, le Président a exposé les grandes lignes de ses priorités immédiates. Celles-ci concernent l'amélioration des conditions de sécurité, la réconciliation nationale, la fourniture de services sociaux, le développement économique et la justice. Il a également souligné qu'il s'efforcerait de prendre langue avec les groupes

d'opposition armés et poursuivrait le dialogue entamé par son prédécesseur avec le Somaliland.

10. On notera que plusieurs membres de la communauté internationale ont assisté à la cérémonie d'investiture. Il convient en particulier de mentionner la présence de représentants des pays de la région, notamment Ismaïl Omar Guelleh, le Président de Djibouti, Haile Mariam Desalegn, alors Premier Ministre par intérim de l'Éthiopie, Moses Ali, troisième Vice-Premier Ministre de l'Ouganda, et Nafie Ali Nafie, assistant personnel du Président du Soudan. J'ai moi-même assisté à la cérémonie, qui a été pour moi l'occasion de féliciter l'ancien Président du Gouvernement fédéral de transition, Cheik Sharif Ahmed, pour le rôle qu'il a joué dans le redressement politique du pays, y compris en acceptant le résultat de l'élection. J'ai appelé le peuple et les acteurs soudanais à maintenir le cap et ne pas se détourner de leur objectif qui consiste à instaurer durablement la paix et la sécurité, à promouvoir le relèvement et la réconciliation nationale, à fournir les services nécessaires et à assurer le développement. Je les ai également assurés que l'Union africaine entendait continuer de faire tout son possible pour appuyer leurs efforts.

### **III. Évolution des conditions de sécurité**

11. De nouveaux progrès ont été enregistrés sur le terrain durant la période considérée, les Forces nationales de sécurité somaliennes et l'AMISOM continuant d'étendre les zones qu'elles contrôlent. Les combattants d'Al-Chabab sont considérablement affaiblis mais disposent encore des moyens nécessaires pour mener des attaques, comme en témoigne l'attentat à la vie du Président, perpétré le 12 septembre à l'hôtel Al-Jazira où celui-ci s'entretenait avec le Ministre des affaires étrangères du Kenya.

12. Dans le secteur 1 (Banadir, Bas-Chébéli et Moyen-Chébéli), après s'être emparées de la ville stratégique de Balaad, les Forces nationales de sécurité et l'AMISOM ont gagné 50 kilomètres, ce qui leur a permis d'installer une base intermédiaire à partir de laquelle elles ont ensuite mené des opérations qui ont débouché sur la prise de Shalamboti et du port maritime stratégique de Marka. Le 4 septembre, elles ont pris le contrôle du port maritime d'Elman, dans le district de Balaad. Des opérations de bouclage et de ratissage ont aussi été menées dans les zones d'Eelasha Biyaha et de Lafoole, où se trouvent des éléments d'Al-Chabab qui attaquent régulièrement des positions des Forces nationales de sécurité et de l'AMISOM. Dans ce secteur, la dynamique des menaces continuera de mettre l'AMISOM et les forces somaliennes en situation de danger car les multiplicateurs de force y font défaut et les lignes de communication sont saturées.

13. Des avancées notables ont également été enregistrées dans le secteur 2 (Bas-Djouba et Moyen-Djouba) au cours de la période considérée. Durant la première quinzaine de septembre, les Forces nationales de sécurité somaliennes et l'AMISOM se sont emparées des villes de Miido, Harbole et Bibi, sur la route reliant Afmadow et Kismayo. Elles ont ensuite sécurisé la ville de Jana Abdallah le 17 septembre. Enfin, le 28 septembre, l'opération visant à reprendre de Kismayo, plaque tournante essentielle au financement d'Al-Chabab, a été lancée. La ville est passée sous le contrôle de l'AMISOM et des forces somaliennes le 30 septembre. La prise de Kismayo a illustré le rôle crucial des moyens maritimes dans la campagne

en cours. En effet, l'opération complexe qui a abouti à ce résultat a donné lieu à des patrouilles le long des côtes et au débarquement d'engins amphibies sur les plages de la ville. Au moment de mettre la dernière main au présent rapport, des préparatifs étaient en cours en vue d'étendre les opérations de l'AMISOM et des forces somaliennes à Jilib et Jamame. Dans leur fuite de Kismayo, les membres d'Al-Chabab ont posé de nombreux engins explosifs et détruit des infrastructures locales, comme des marchés, des points d'eau et des écoles. Nombre de civils ont déserté la ville eux aussi, craignant d'être victimes de tirs croisés.

14. Les Forces nationales de sécurité somaliennes et les Forces de défense nationale éthiopiennes ont accru leur contrôle sur le secteur 3 (Gedo, Bay et Bakool). Comme je l'ai indiqué dans mon rapport précédent, des villes importantes ont été libérées dans les régions de Gedo, Bay et Bakool. Toutefois, du fait de l'étendue de la zone et des particularités du terrain, les membres d'Al-Chabab ont été en mesure d'établir une présence dans certains villages. Par ailleurs, l'AMISOM a déployé 1 060 soldats burundais et ougandais dans ce secteur. Dans les semaines à venir, des contingents supplémentaires seront redéployés depuis le secteur 1.

15. Dans le secteur 4 (Galgadud et Hiraan), les combattants d'Al-Chabab ont été chassés des districts de Beletweyne et Mataban mais maintiennent une présence dans les districts du sud et de l'ouest. L'AMISOM a déployé 235 soldats djiboutiens et 35 véhicules appartenant à ce pays à Beletweyne. Le reste du contingent devrait suivre d'ici à la fin d'octobre 2012. Le premier convoi de matériel appartenant à Djibouti est parti le 29 septembre et devrait arriver le 5 octobre. Les Forces de défense nationale éthiopiennes, qui maintiennent une présence à Beletweyne, fournissent un appui aux soldats venus de Djibouti. Ce secteur continue de recevoir des membres actifs d'Al-Chabab en grands nombres, ce qui a pour effet de relever le niveau de la menace, notamment en ce qui concerne les engins explosifs improvisés, et de mettre en péril la stabilité du secteur 1.

16. Comme indiqué dans mon dernier rapport, à présent qu'ont été libérés la ville de Marka, dans le secteur 1, le port naturel de Kuday, dans le secteur 2, et Kismayo, la ville de Baraawe est désormais la principale source de revenus d'Al-Chabab et un carrefour critique de leur ligne de ravitaillement. Le couloir maritime peu surveillé qui relie le Yémen à la Somalie continue de voir affluer des combattants et un appui matériel de l'étranger au profit d'Al-Chabab.

17. Les milices d'Al-Chabab ont récemment modifié leur structure générale, de manière à la rendre plus légère et mieux adaptée à une guerre asymétrique. Comme indiqué précédemment, le groupe a établi quatre régions, placées chacune sous le contrôle d'un commandant suprême, suivant une délimitation qui rappelle étrangement le découpage des secteurs de l'AMISOM, à l'exception de Mudug (Puntland), Hiraan et Galgadud, qui sont rassemblées sous un seul et même commandement, ce qui témoigne de l'importance croissante de ces trois régions pour Al-Chabab. Les milices d'Al-Chabab ont redéployé beaucoup de leurs hommes et de leur matériel dans des zones telles que Buloburte (Hiraan) et Golis Mountain (Puntland), où les Forces nationales de sécurité somaliennes et les milices alliées ne disposent que d'une présence limitée. Il faut noter que la plate-forme médiatique du groupe reste un outil efficace pour recruter des combattants et mobiliser des fonds pour ses activités. Compte tenu des mouvements opérés par les combattants d'Al-Chabab, l'Union africaine envisage de collaborer avec les États membres de l'IGAD

dans le cadre d'une initiative commune de patrouilles et de contrôles aux frontières pour endiguer l'afflux de combattants et autres criminels étrangers.

#### **IV. Déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie**

18. Depuis mon dernier rapport, trois membres du personnel civil ont été recrutés en vue de renforcer la composante civile au quartier général de la Mission, à Mogadiscio, portant ainsi à 21 le nombre total de civils qui y travaillent. Ceux-ci doivent notamment assurer des fonctions opérationnelles essentielles telles que la gestion et la planification de la mission, les affaires politiques, les affaires civiles, la liaison humanitaire, l'information et des fonctions indispensables d'appui à la Mission. Les 46 autres continuent de travailler depuis Nairobi et s'occupent essentiellement des questions se rapportant aux achats et aux finances. Ils seront réaffectés à Mogadiscio lorsque le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA) aura achevé la construction des logements et des bureaux nécessaires.

19. La relève des contingents continue d'être menée conformément aux objectifs de référence opérationnels adoptés par le Comité de coordination des opérations militaires à sa première réunion, le 9 mars 2012, avec le concours actif de l'UNSOA.

20. Durant la période considérée, 1 000 soldats burundais ont été redéployés de Mogadiscio à Baidoa. Cette opération s'est achevée le 9 août. Ces nouveaux contingents ont rejoint les 60 effectifs ougandais qui avaient été déployés dans le secteur 3 depuis avril. Le commandant du secteur, un militaire burundais qui a pris ses fonctions le 12 avril, coordonne les opérations militaires avec le contingent des Forces de défense nationale éthiopiennes dans la région. Par ailleurs, des mesures sont actuellement prises en vue de redéployer 1 440 soldats ougandais de Mogadiscio au secteur 3 via le corridor d'Afgoye-Baidoa. Il s'agit surtout de permettre l'ouverture du corridor et l'acheminement par la route du matériel essentiel et des approvisionnements vers ce secteur. L'extension de la force jusqu'à Baidoa ne va pas sans poser des problèmes logistiques, en particulier pour assurer l'approvisionnement en eau des contingents de l'AMISOM, mais des efforts louables sont entrepris par la Mission et l'UNSOA pour veiller à mettre en place le gros matériel et le dispositif de soutien initial et pour maintenir l'apport du dispositif d'appui élargi, si la situation le permet.

21. Le matériel appartenant au contingent sierra-léonais a été expédié de Freetown le 8 septembre et est arrivé à Mombasa le 2 octobre. Le déploiement de ce contingent s'achèvera en novembre. Le contingent sera déployé via le Kenya pour permettre aux soldats de prendre possession du matériel avant d'être intégré dans le secteur 2 par la route.

22. En ce qui concerne les moyens aériens, une mission préparatoire composée de 85 militaires est arrivée à Mogadiscio le 2 août. Le 12 août, quatre hélicoptères militaires appartenant à l'Ouganda (3 hélicoptères de combat et 1 hélicoptère de transport) sont partis en direction de Mogadiscio via le Kenya, avec à leur bord sept membres d'équipage. Ils devaient arriver à Mogadiscio le 13 août, mais l'opération n'a pas pu se dérouler comme prévu, car trois d'entre eux se sont écrasés près du

mont Kenya alors qu'ils étaient en route vers la Somalie. Ce faisant, l'Union africaine étudie, en coordination avec l'UNSOA, d'autres solutions afin de permettre le déploiement rapide d'hélicoptères militaires et civils équipés des moyens voulus pour fournir un appui logistique ou effectuer des évacuations sanitaires. L'Ouganda a aussi indiqué qu'il était prêt à déployer d'autres hélicoptères.

23. Le quartier général de la force élargie de l'AMISOM a été mis en service conformément à la décision prise lors de la trois cent sixième réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Sur les 85 officiers d'état-major prévus, 75 ont pris leurs fonctions. Comme je l'ai indiqué dans mon précédent rapport, tous les commandants de secteur ont été déployés, à l'exception du commandant du secteur 4 qui sera en poste une fois achevé le déploiement du contingent djiboutien. Le Comité de coordination des opérations militaires s'est jusqu'ici réuni à six reprises. À sa sixième réunion, tenue le 21 septembre, il s'est penché sur certains problèmes opérationnels auxquels la Mission risque de se heurter dans la phase qui suivra la transition en Somalie. Il a recommandé de réexaminer le déploiement de l'AMISOM, lorsque les opérations actuelles d'expansion s'achèveront, d'ici à la fin d'octobre.

24. Des progrès ont aussi été accomplis pour rehausser le rôle de la composante de police de l'AMISOM, en particulier s'agissant du renforcement des capacités et de l'appui opérationnel fourni à la police somalienne. J'ai le plaisir d'annoncer que les deux unités de police constituées, qui ont été autorisées par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et entérinées par la résolution 2036 (2012), sont à présent déployées à Mogadiscio. L'unité de police constituée ougandaise a été déployée en août et celle du Nigéria est arrivée le 16 septembre. Le 17 septembre, ces unités ont organisé des défilés remarqués pour rassurer la population locale quant à leur engagement à aider la police somalienne à assurer le maintien de l'ordre. Plusieurs patrouilles et autres opérations connexes ont été menées depuis lors. De concert avec les Forces nationales de sécurité somaliennes et la composante militaire de l'AMISOM, les unités de police constituées ont exercé des fonctions de garde et d'escorte lors de l'inauguration et des séances du Parlement et à l'occasion de l'élection du Président. Elles facilitent aussi les activités de renforcement des capacités institutionnelles menées à l'appui de la police somalienne, ainsi que l'extension de ces opérations à d'autres régions libérées et contrôlées par le Gouvernement. Le nombre des policiers reste inchangé (91), mais il devrait être porté à 180 à la fin d'octobre, l'effectif autorisé de 260 policiers, qui est prévu dans le concept stratégique, sera atteint en novembre.

## **V. Appui à la stabilisation et à la gouvernance dans les régions libérées**

25. La Somalie est un État fédéral, comme cela est énoncé dans la Constitution provisoire récemment adoptée. Néanmoins, des problèmes fondamentaux liés au fédéralisme doivent encore être réglés, en particulier les relations entre le Somaliland, le Puntland et le reste de la Somalie, la pléthore d'états autoproclamés et de régions semi-autonomes, et les questions se rapportant à la délimitation des frontières et à la collecte des impôts. La prestation des services sociaux au niveau des administrations locales continue aussi de poser problème.



26. Le nouveau Gouvernement fédéral et l'AMISOM sont appelés à jouer un rôle de premier plan dans la stabilisation des régions libérées, en particulier en l'absence de structures de gouvernance locales. À cet égard, le Gouvernement fédéral met actuellement en œuvre sa Stratégie nationale de stabilisation et de réconciliation, conformément au Plan national de sécurité et de stabilisation adopté le 8 août 2012. Dans ce cadre, il collabore avec le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS) et l'AMISOM à l'exécution d'un projet portant sur la mise en place de comités chargés de la sécurité aux niveaux des districts et des régions. Le Gouvernement s'emploie actuellement, avec l'aide de l'AMISOM, à faciliter la prestation de services essentiels à la population.

## **VI. Encadrement des combattants désengagés**

27. Dans le cadre du plan national de sécurité et de stabilisation, des responsabilités importantes ont été confiées à l'AMISOM, entre autres parties prenantes, pour ce qui est des activités à mener à l'intention des combattants désengagés avant le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Mais il reste à mettre en place les mécanismes décrits dans le plan pour encadrer ces combattants. On estime à 3 000 le nombre d'anciens combattants, dont la plupart ont fait défection des rangs d'Al-Chabab lors de récentes opérations. Leur encadrement revêt une importance critique pour la sécurité et la stabilisation de la Somalie.

28. L'AMISOM coopère actuellement avec l'Agence nationale somalienne de sécurité sur la question des déserteurs. Ces derniers ont été enregistrés et il faut d'urgence leur fournir un logement et des moyens de subsistance. Pour l'heure, 800 déserteurs sont regroupés dans des camps à Marina (Mogadiscio), Afgoye (Bas-Chébéli), Arbis (Bas-Chébéli), Maslah (Moyen-Chébéli) et Hiilweyne (Moyen-Chébéli). Certains d'entre eux ont été réunis avec leur famille et les membres de leur communauté, et il est prévu de leur offrir une formation professionnelle. À plus long terme, la Mission collabore avec le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS) et les organismes compétents des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale des migrations et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à la définition d'un cadre juridique et de directives générales pour aider à traiter le cas des combattants désengagés, en consultation avec les autorités somaliennes. Faisant fond sur ces initiatives, la Mission met actuellement au point un projet qui doit être mis en œuvre à titre pilote à Afgoye, en coordination avec toutes les parties prenantes. Les méthodes et les modalités définies dans le cadre de ce projet seront ensuite reproduites dans d'autres régions libérées.

## **VII. Appui aux Forces nationales de sécurité somaliennes**

29. La réforme et la restructuration des Forces nationales de sécurité somaliennes revêtent une importance critique pour assurer la stabilisation à long terme de la Somalie. Outre les directives opérationnelles et l'encadrement, l'AMISOM entend fournir aux Forces nationales de sécurité un appui en matière de formation. L'équipe d'officiers d'état-major de la Force en attente en Afrique de l'Est qui a été déployée au quartier général de la force de l'AMISOM a aidé les autorités somaliennes à

réorganiser les Forces de sécurité en deux divisions de trois brigades composées chacune de trois bataillons d'infanterie. Une de ces divisions a participé aux opérations menées de concert avec l'AMISOM et s'est illustrée par son sérieux. Cette réorganisation provisoire est une solution à court terme qui devra être entreprise parallèlement à la conception et à la mise sur pied des futures forces somaliennes. Bien que l'AMISOM fasse tout ce qu'elle peut pour aider l'armée somalienne à s'acquitter de ses responsabilités nationales qui consistent à assurer la sécurité de la population, les contraintes financières et logistiques portent atteinte à son efficacité, sans parler de la structure de commandement et de contrôle amorphe des Forces nationales de sécurité.

30. La plupart des régions libérées dans le centre-sud de la Somalie sont à présent entre les mains de milices claniques, qui entretiennent un lien ténu avec les Forces nationales de sécurité. Si le processus de reconstitution de l'armée a pour effet de marginaliser ces groupes, certains de leurs membres pourraient s'opposer au nouveau Gouvernement fédéral. Il faut donc agir avec précaution en ce qui concerne la réforme et la restructuration des Forces nationales de sécurité et veiller à ce que ce processus soit ouvert à tous.

31. L'adoption du plan national de sécurité et de stabilisation par décret présidentiel, le 8 août, est une mesure positive. Ce plan est axé sur des questions stratégiques se rapportant à la sécurité et à l'état de droit, y compris la justice, et englobe diverses institutions civiles et militaires qui relèvent de la plus haute importance pour la sécurité nationale, notamment le Ministère de la défense, de l'intérieur et de la sécurité nationale, le Ministère de la justice et divers autres organes qui en relèvent, tels que les forces de défense, la police, l'Agence nationale de sécurité, les autorités pénitentiaires et les services d'immigration. Le plan énonce des mesures prioritaires pour chacune des institutions susmentionnées, qui sont nécessaires pour mettre en place des organismes dans les secteurs de la sécurité, de la justice et de l'état de droit, à même d'assurer le maintien de l'ordre en Somalie après le retrait de l'AMISOM, ce qui constituera l'ultime stratégie de retrait.

32. Le plan national de sécurité et de stabilisation met en avant le rôle joué par l'AMISOM en faveur de la stabilisation en Somalie, mais il souligne aussi qu'il importe que le pays s'assure la maîtrise du développement global du secteur de la sécurité. S'il est vrai que cela reste une entreprise à long terme, il est toutefois nécessaire que la communauté internationale fournisse d'urgence du matériel de combat et un financement aux Forces nationales de sécurité somaliennes. Comme indiqué précédemment, l'Union africaine a contribué à la rédaction d'un document portant sur le renforcement des capacités d'intervention des secteurs de la sécurité et de la justice, qui a été entériné par le Gouvernement fédéral de transition. Cela concerne aussi les moyens à mettre en place immédiatement pour assurer l'intégration et la viabilité des forces de sécurité. La Commission de l'Union africaine prévoit d'entamer des consultations à ce sujet avec les nouvelles autorités, avant de soumettre ce document au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine puis au Conseil de sécurité de l'ONU.

33. En ce qui concerne le renforcement des capacités de la police somalienne, la composante de police de l'AMISOM a élaboré, en se fondant sur une évaluation globale des besoins en matière de formation, un module de formation à l'intention de la police, qui comporte notamment un cours de recyclage destiné à préparer les lieutenants de police récemment promus à assumer leurs fonctions de commandants

dans les régions libérées de la Somalie, un cours sur l'ordre public organisé en consultation avec les polices angolaise et italienne, un cours portant sur la recherche, la saisie et la destruction des explosifs, qui vise à préparer les policiers à s'acquitter efficacement de leurs fonctions de protection des notables et de maintien général de l'ordre, et plusieurs modules portant sur la violence à caractère sexiste, les droits des enfants et leur protection dans les situations de conflit et d'après conflit, la formation des formateurs, la police de proximité, le contrôle de la circulation, ainsi qu'une initiation aux enquêtes criminelles. L'AMISOM contribue aussi à guider et à conseiller les policiers s'agissant des tâches de police élémentaires, telles que la surveillance du respect des droits de l'homme, les stratégies de prévention de la criminalité, la police de proximité et les méthodes de fouille.

## VIII. Protection des civils

34. La question de la protection de la population civile dans la zone d'opérations de l'AMISOM reste particulièrement préoccupante. Le nombre de personnes déplacées s'installant dans les régions libérées par les Forces nationales de sécurité somaliennes et l'AMISOM ne cesse d'augmenter, en particulier à mesure que la Mission étend sa zone d'opérations. Cette tendance s'est davantage accentuée à la suite des opérations menées à Afgoye et Marka, et a également été relevée pendant l'opération visant à prendre Kismayo. L'Union africaine s'efforce de renforcer son aptitude à assurer le suivi des risques et des menaces, et de faire en sorte que la Mission prenne en compte la question de la protection des civils dans ses activités. Ainsi, l'AMISOM a pris des mesures pour améliorer la communication avant et pendant les opérations militaires, stratégie qui a contribué à assurer la protection des civils pendant les opérations visant à sécuriser Afgoye. Des leçons précieuses sont tirées de cette expérience et l'AMISOM entend réutiliser ces stratégies de communication de la même manière dans le cadre de futures opérations.

35. Des mesures ont également été prises pour mettre en œuvre la politique de la Mission relative aux tirs indirects qui a fortement contribué à réduire le nombre de victimes civiles et les dommages collatéraux lors d'opérations récentes. Les dommages collatéraux signalés sont relevés et des mesures de suivi appropriées sont prises. L'AMISOM continue également d'œuvrer à la création d'une cellule de suivi, d'analyse et d'intervention concernant les victimes civiles, prévue dans la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité. Si la mise sur pied de cette cellule contribuera sans doute à réduire le nombre de victimes civiles pendant les opérations militaires de l'AMISOM, un tel mécanisme doit cependant être conçu pour s'adapter à l'évolution des opérations de la Mission et nécessitera d'importantes ressources pour bien fonctionner.

36. Al-Chabab utilisant de plus en plus des tactiques asymétriques et le Gouvernement fédéral n'ayant pas véritablement les moyens d'établir son contrôle et l'état de droit dans les régions libérées, la population civile somalienne est toujours exposée à un grand nombre de risques et de menaces. Cette situation met en exergue le besoin de renforcer la coordination entre tous les acteurs s'occupant de la protection des civils en Somalie. De son côté, l'Union africaine poursuivra le dialogue avec les autorités somaliennes pour veiller à ce que cette question reçoive l'attention qu'elle mérite. À cet effet, l'AMISOM créera dans les mois à venir une

section consacrée aux questions de la protection, des droits de l'homme et de l'égalité des sexes.

## **IX. Assistance humanitaire et appui à la population**

37. Le conflit prolongé en Somalie a causé la destruction des infrastructures publiques, notamment des services de santé, d'éducation et autres. Dans un tel contexte de désolation, les populations, notamment les groupes vulnérables, tels que les enfants, les femmes, les handicapés et les personnes marginalisées sont les plus lourdement touchés.

38. Ayant pour mandat de faciliter la fourniture de l'aide humanitaire en Somalie, l'AMISOM s'efforce de créer des couloirs de sécurité pour permettre aux divers acteurs intervenant dans les zones sous son contrôle d'acheminer l'aide humanitaire jusqu'aux personnes qui en ont besoin. En outre, elle aide les organisations non gouvernementales locales à dispenser des formations aux groupes vulnérables et en particulier aux jeunes et aux femmes, dans les domaines de la santé et de l'assainissement.

39. Compte tenu du besoin pressant de fournir une aide humanitaire et de la présence limitée des organisations humanitaires en Somalie, l'AMISOM s'efforce également de compléter l'action de ces organisations en fournissant de l'eau potable et des services de santé aux civils vivant dans ses zones d'opérations. En outre, la Mission prête son concours pour faciliter les activités des entités fournissant des services médicaux. À titre d'exemple, elle a fourni des groupes électrogènes à l'hôpital de Banadir, à Mogadiscio, et collabore avec la mairie de la ville pour remettre en état quatre puits dans les districts d'Hamarweyne, d'Hamarjabjab, de Wadajir et de Dharkenley, grâce à un appui financier du Gouvernement suédois.

## **X. Relations avec la société civile somalienne, les médias et la diaspora**

40. Pendant les dernières élections, de nombreux Somaliens se sont sentis partie prenante, à travers leurs représentants, de cette formidable avancée politique. Le processus a également suscité une attention sans précédent aux niveaux national et international, y compris des membres de la diaspora somalienne, qui ont exprimé un soutien massif au processus de paix et rentrent à présent en grand nombre pour participer aux efforts de reconstruction, surtout à Mogadiscio. L'Union africaine entend mettre en place un mécanisme qui lui permettra de mobiliser la diaspora somalienne pour l'amener à appuyer le nouveau Gouvernement fédéral et les initiatives de consolidation de la paix lancées à travers le pays.

41. L'AMISOM maintient le dialogue avec la société civile au moyen de réunions consultatives. Les organisations de la société civile somaliennes participent à des activités visant à faire connaître les perspectives offertes par l'amélioration de la sécurité et le nouvel ordre politique. Il est clair qu'il importe de renforcer les capacités de la société civile de sorte qu'elle puisse promouvoir la réconciliation aux niveaux local et national, et remédier aux faiblesses du système de la prestation des services sociaux.

42. Sachant que les groupes d'opposition armés utilisent les médias pour influencer la population somalienne, la Mission entend continuer d'élaborer et d'utiliser des stratégies de communication adaptées et efficaces pour combattre cette influence négative. Elle s'emploiera, notamment à renforcer les capacités des journalistes somaliens, en collaboration avec le Ministère de l'information et les médias locaux et internationaux.

43. Compte tenu de l'impossibilité d'atteindre l'objectif consistant à avoir 30 % de femmes siégeant au nouveau Parlement, il faut accorder une plus grande attention au rôle, à la participation et à la représentation pleines et entières des femmes dans le cadre du processus de paix somalien. Conformément aux instruments universels et régionaux applicables relatifs aux droits des femmes, à la participation à la prise de décisions et aux affaires politiques ainsi qu'à l'édification de l'État, il importe de fournir aux nouveaux Parlement fédéral et Gouvernement le soutien dont ils ont besoin pour élaborer des textes de loi, des politiques et des initiatives répondant aux besoins des femmes somaliennes, qui contribueront à terme à renforcer leur visibilité et leur rôle, et à éliminer les préjugés culturels à l'égard de cette composante essentielle de la population. À cet égard, l'AMISOM entend aider le Gouvernement à mettre en œuvre la politique de l'Union africaine en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, et la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité.

## **XI. Observations**

44. La période considérée a été marquée par des progrès sensibles en Somalie. Compte tenu de la multiplicité et de la complexité des obstacles à surmonter, rares sont ceux qui auraient pu prévoir le revirement intervenu sur la scène politique et militaire. Pendant les 20 ans qu'a duré le conflit, les Somaliens n'ont jamais été aussi près de réaliser leur désir de paix, de sécurité et de réconciliation. Ils doivent être félicités pour les progrès enregistrés et salués pour la maturité et la détermination dont ils ont fait preuve ces derniers mois pour mener à bien la Transition. Beaucoup de choses ont été réalisées, mais ce qu'il reste à faire sera encore plus difficile. Les Somaliens doivent donc rester déterminés et continuer de privilégier l'intérêt de leur pays.

45. Les autorités somaliennes définiront bientôt leurs priorités et leur plan d'action pour les quatre prochaines années. À cet égard, j'exhorte la communauté internationale à leur accorder son soutien sans réserve pour qu'elles puissent faire face aux tâches encore plus difficiles et plus complexes qui les attendent.

46. L'AMISOM a joué un rôle déterminant dans la mise en place d'un environnement favorable aux progrès politiques et aux initiatives de relance économique, à Mogadiscio et dans le centre-sud de la Somalie. Les hommes et les femmes qui servent dans l'AMISOM, ainsi que leurs frères d'armes somaliens ont fait preuve d'un courage et d'un engagement sans faille. Les réalisations sur le terrain ont été possibles grâce aux énormes sacrifices qu'ils ont consentis. Les pays qui fournissent des contingents et des effectifs de police à l'AMISOM devraient, encore une fois, être salués pour leur engagement et leur esprit de solidarité exemplaires, au service de la paix, de la sécurité et de la réconciliation en Somalie. De même, il faut rendre hommage à l'IGAD ainsi qu'aux dirigeants de la région pour leur leadership et leur détermination. Plus particulièrement, on ne saurait

jamais trop insister sur le rôle et la contribution de feu le Premier Ministre éthiopien Meles Zenawi. Au moment où nous le pleurons, je n'ai aucun doute que nous pourrions encore compter sur l'Éthiopie, qui assure la présidence de l'IGAD et est voisine de la Somalie, et sur l'engagement personnel du Premier Ministre Haile Mariam Desalegn.

47. Pour mieux faire face à l'évolution de la situation politique et aider le Gouvernement fédéral à répondre aux besoins de la population, l'Union africaine a l'intention d'entreprendre, en collaboration avec l'ONU, une évaluation complète de l'AMISOM en vue d'étudier de quelle manière la Mission peut le mieux contribuer à la stabilisation de la Somalie, compte tenu des réalisations sur le terrain et des défis qui restent à relever. Cet exercice devrait commencer dans les semaines à venir et s'achever en quelques mois. Il y aura lieu de prendre en compte les résultats de l'examen stratégique mené actuellement par l'ONU concernant la Somalie pour la période allant de 2012 à 2016. Les conclusions de l'évaluation de l'AMISOM seront présentées au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, puis au Conseil de sécurité de l'ONU.

48. Le projet d'évaluation de l'AMISOM tiendra également compte de la question du financement de la Mission. Il convient de rappeler que l'Union européenne assure le paiement des indemnités versées aux contingents et d'autres dépenses connexes, dans le cadre de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique. L'Union européenne a indiqué que le financement disponible pour le paiement de ces indemnités en 2013, sur la base de l'effectif actuellement autorisé par l'ONU de 17 731 hommes, ne s'élève qu'à 70 millions d'euros, montant qui ne suffira à couvrir que les paiements obligatoires des cinq premiers mois de l'année, les autres besoins de la Mission n'étant pas pris en compte, en particulier les coûts opérationnels du personnel civil et d'autres dépenses connexes. Tout en réfléchissant à l'avenir de l'AMISOM et au rôle important qu'elle joue dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la réconciliation en Somalie, il importe d'avoir à l'esprit ce problème majeur et de tenir dûment compte de la nécessité d'améliorer le caractère prévisible et durable des mécanismes de financement de l'AMISOM.

49. Parallèlement, j'aimerais demander au Conseil de sécurité de l'ONU d'autoriser une prolongation technique de quatre mois, jusqu'en février 2013, du dispositif d'appui actuel. Quelques légers ajustements seront nécessaires pour tenir compte de problèmes urgents sur le terrain. Il faut, d'une part, renforcer encore la composante civile de l'AMISOM. En effet, à mesure que la Mission étend sa présence dans des zones où les partenaires internationaux et autres acteurs sont peu présents, elle doit avoir les moyens d'appuyer les initiatives de stabilisation et de réconciliation locale menées par le Gouvernement fédéral. Il sera ainsi possible de consolider les acquis militaires et de mettre en place les conditions requises pour une présence internationale renforcée, notamment des organismes compétents des Nations Unies. À cet effet, j'aimerais demander au Conseil de sécurité d'autoriser la prolongation du plan de soutien logistique de l'ONU pour couvrir le coût du déploiement dans la zone de la Mission de 50 civils supplémentaires, le plan de soutien actuel n'en prévoyant que 20.

50. Il s'agit, d'autre part, de la composante maritime de l'AMISOM. Comme les membres du Conseil le savent, le concept stratégique commun de l'Union africaine et de l'ONU a appelé l'attention sur cette composante pour empêcher qu'Al-Chabab ne tire profit du commerce maritime illégal ou de la piraterie et aider à lutter contre

tous les problèmes qui se posent en mer et sur terre. Ainsi, le quartier général renforcé de la Mission devait au départ s'attacher à mener des opérations maritimes limitées et à définir des modalités de coordination spéciales visant à : i) protéger les forces de l'AMISOM; ii) améliorer la capacité d'apprécier la situation; et iii) empêcher Al-Chabab d'accéder aux principaux ports côtiers ou intérieurs. Mais le dispositif d'appui, tel qu'il a été approuvé, n'est pas à la hauteur des recommandations formulées dans le concept stratégique. Compte tenu du rôle capital des moyens navals pour assurer la bonne exécution du mandat de l'AMISOM et la stabilisation en Somalie, j'invite le Conseil de sécurité à revoir cette question de toute urgence et à examiner favorablement la demande de l'Union africaine concernant la composante maritime.

---